

163 changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la SDR et de l'égalité des genres auxquels des actions de plaidoyer de l'IPPF ont contribué

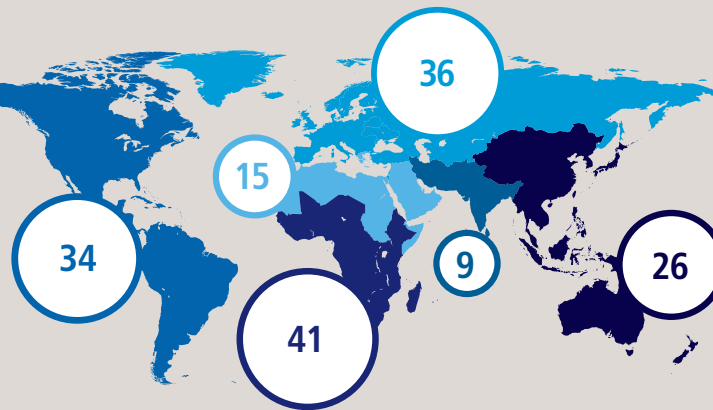
223,2 millions de services de santé sexuelle et reproductive dispensés

10,1 millions de grossesses non désirées évitées[†]

3,1 millions d'avortements non sécurisés évités[‡]

KI SOMMES-NOUS

La Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) est un prestataire de services mondial et un défenseur de premier plan de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour tous. Nous sommes une Fédération à l'échelle mondiale d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus.



161 associations membres et partenaires collaborateurs dans six régions

UNIS ET PERFORMANTS

7 bureaux du Secrétariat

31 700 employés dans l'ensemble de la Fédération

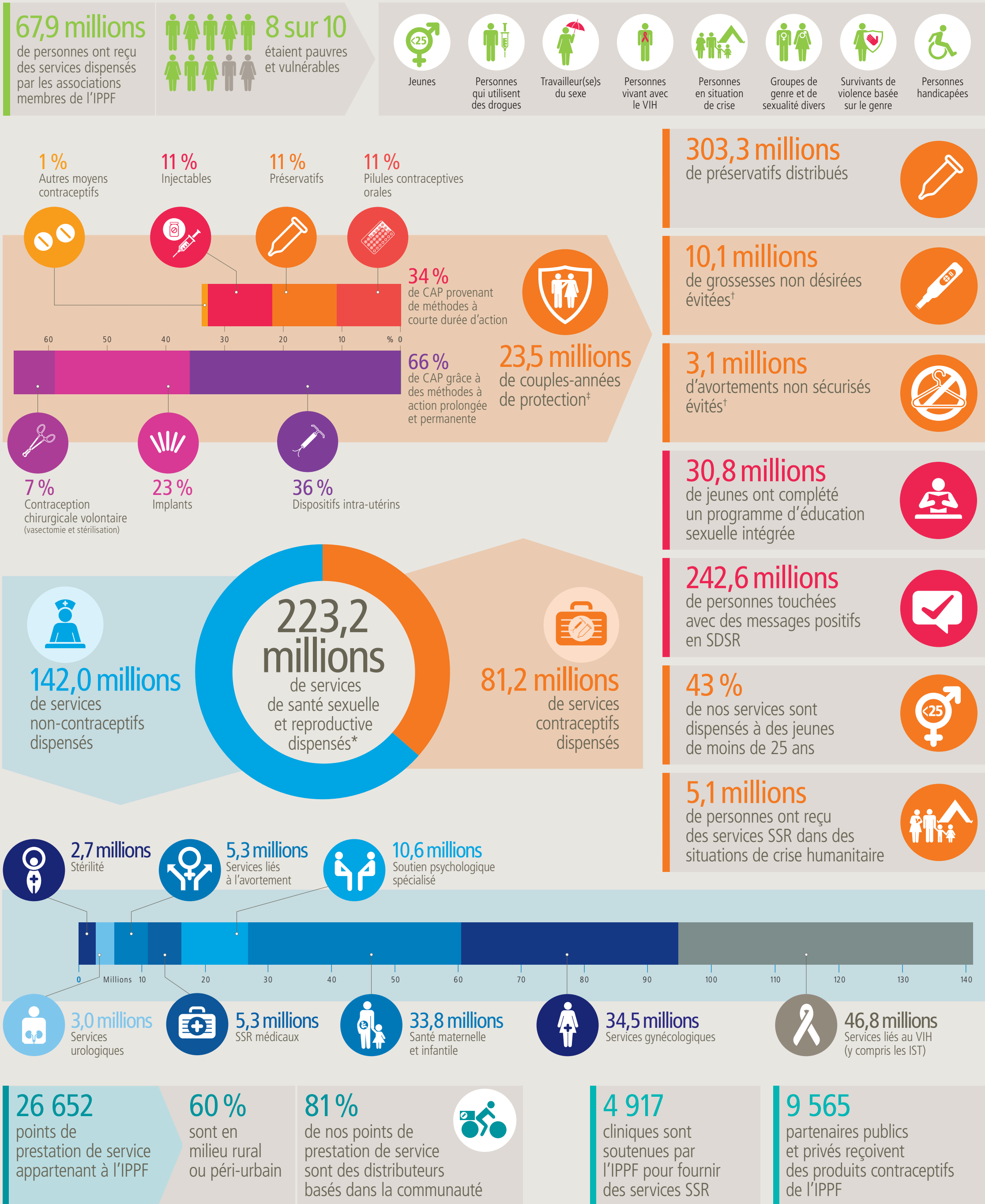
83 % des associations membres comptent au moins un jeune au sein de leur conseil d'administration

71 % de nos financements sans restriction ont bénéficié à des associations membres dans les pays dont les besoins de santé sexuelle et reproductive sont les plus grands

54 % des revenus locaux générés par les associations membres issus de l'entreprise sociale



AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS ET AU SERVICE DES POPULATIONS



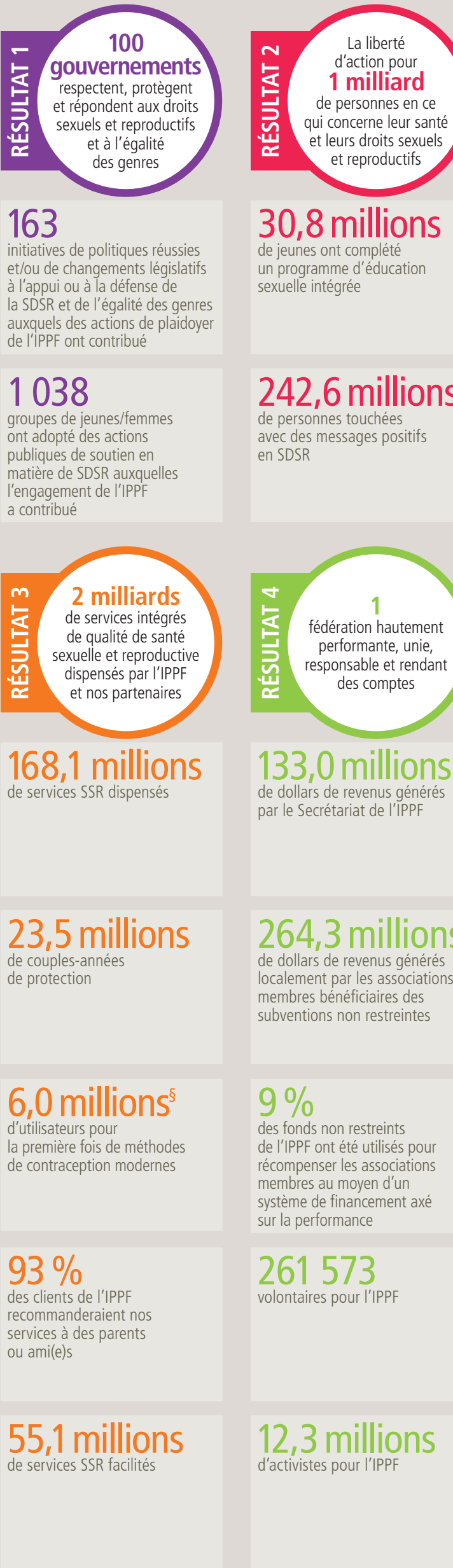
[†] Le nombre de grossesses non désirées et d'avortements à risque évités est estimé en utilisant le modèle d'Impact 2 (version 5) de Marie Stopes International.

[‡] Le couple-année de protection (CAP) mesure le nombre total d'années de protection contraceptive fournie à un couple.

* Ce chiffre inclut 168,1 millions de services dispensés directement par l'IPPF, et 55,1 millions de services que l'IPPF a rendu possibles grâce à des partenariats avec des prestataires de soins de santé privés et publics.

§ L'IPPF ne rend compte du nombre d'utilisateurs pour la première fois de méthodes de contraception modernes que pour les 58 pays cibles de FP2020, conformément à notre engagement public d'atteindre 60 millions d'utilisateurs pour la première fois entre 2012 et 2020.

TABLEAU DE BORD DES RÉSULTATS, 2018



À LA DÉFENSE DES DROITS

RÉSULTATS DE PLAIDOYER, 2018*

Les actions de plaidoyer de l’IPPF créent un environnement favorable à l’augmentation de l’accès aux services, à la promotion des droits sexuels et reproductifs et de l’égalité des sexes, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. L’IPPF change la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et législatifs qui soutiennent la santé et les droits sexuels et reproductifs et en s’opposant à tout changement potentiellement néfaste.

Asociación Pro-Bienestar de la Familia Colombiana (PROFAMILIA)

En Colombie, bien que l’avortement soit autorisé dans plusieurs circonstances, un juge conservateur a rendu une décision en octobre 2018 imposant des limites à la prestation d’un avortement. PROFAMILIA et des organisations de défense des droits des femmes ont élaboré des mémoires juridiques et un dossier de campagne afin de présenter des éléments de preuve et de sensibiliser le public quant aux effets nocifs d’un renforcement des restrictions imposées à l’avortement. En conséquence de cette action, la Cour constitutionnelle a rejeté la proposition, en déclarant que les obstacles à la prestation d’un avortement constituent une violation des engagements internationaux à l’appui du droit de choisir de la femme.

Riksförbundet för Sexuell Upplysning (RFSU)

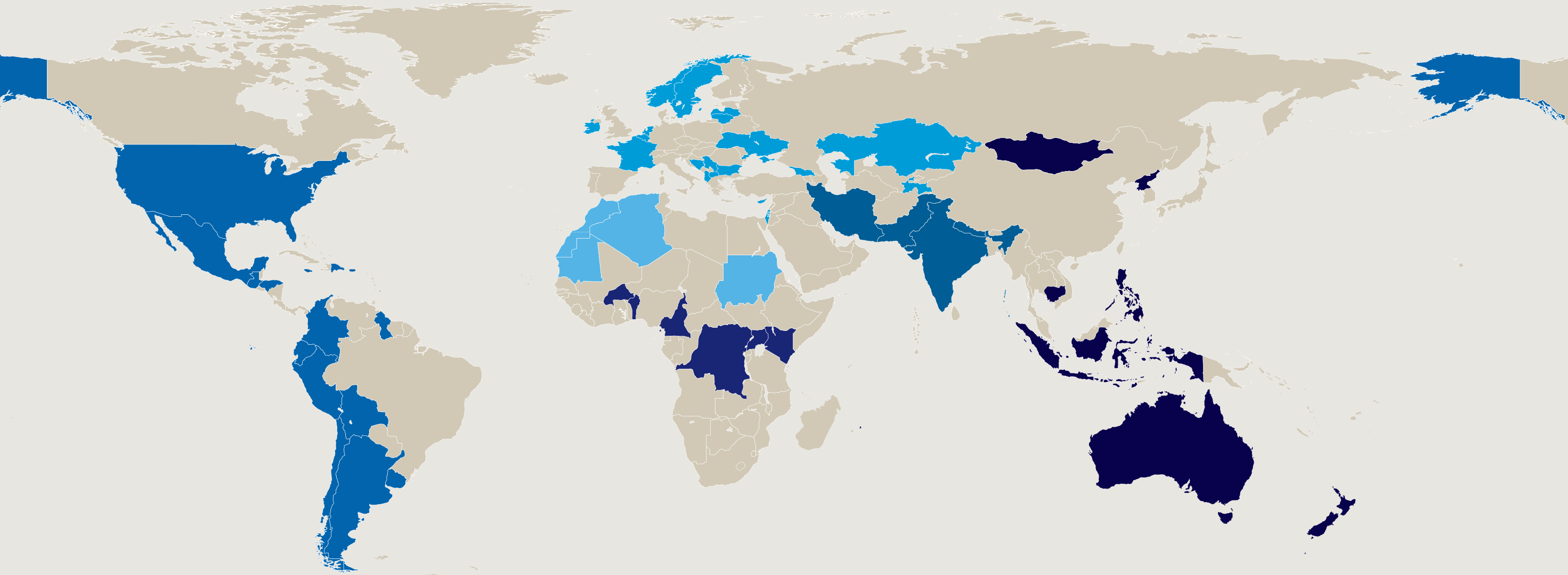
Visant l’élimination des violences sexuelles et basées sur le genre, RFSU a réalisé des campagnes de sensibilisation du public dans les médias aux côtés de parties prenantes clés. En partenariat avec des organisations de la société civile, RFSU a exercé son influence sur des membres du comité parlementaire sur la justice pour plaider en faveur d’une nouvelle loi pénale stipulant le caractère illégal de toutes contraintes infligées à une personne d’avoir des rapports sexuels avec elle sans son consentement explicite. Le gouvernement suédois a procédé à des modifications législatives stipulant que toute personne a le droit à l’autodétermination sexuelle, et que des rapports sexuels sans consentement clair constituent une infraction pénale.

Albanian Centre of Population and Development (ACPD)

Les taux de violence conjugale contre les femmes en Albanie sont élevés ; dans la municipalité de Vlora, ACPD a organisé une série de réunions avec les membres du conseil local en vue de plaider en faveur des survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre dans une optique de les aider à parvenir à l’indépendance économique et à se soustraire à des relations abusives. En conséquence, le conseil local a adopté des politiques visant à assurer l’accès à un soutien financier pour les survivantes. Celles-ci prévoient pour les survivantes des services gratuits de garde d’enfants, de transports en commun et de formation professionnelle, ainsi que des allocations logement afin d’améliorer leur situation économique.

Rahnuma-Family Planning Association of Pakistan (FPAP)

Rahnuma-FPAP a travaillé avec des parlementaires, des parties prenantes provinciales, des décideurs politiques, la société civile et les médias en vue d’améliorer l’accès par les femmes et les jeunes à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. En tant que membre de l’Équipe spéciale de protection sociale de la population du Baloutchistan, Rahnuma-FPAP a fourni un appui technique à la rédaction de la première politique démographique du Baloutchistan depuis la déconcentration des pouvoirs. En 2018, la politique a été approuvée dont l’objectif est d’assurer l’accès universel à des services de santé reproductive de qualité et à la contraception, et de renforcer les connaissances des jeunes au sujet de la santé et des droits reproductifs.



Association Mauritanienne pour la Promotion de la Famille (AMPF)

L’AMPF a plaidé auprès du ministère de la Santé en vue d’accroître l’éventail des choix de contraception disponibles en Mauritanie par l’ajout de Sayana Press sur la liste nationale des moyens contraceptifs. L’AMPF a collaboré avec des parlementaires et des chefs religieux en vue de mettre en évidence les avantages de Sayana Press. Il s’agit là d’une méthode par injection facile à administrer, à bas coût, de longue durée d’action et réversible qui peut être dispensée en milieu non clinique. En 2018, le ministère a confirmé l’enregistrement de Sayana Press, qui est maintenant disponible comme option contraceptive pour les femmes en Mauritanie.

Reproductive Health Uganda (RHU)

Depuis 2016, l’enseignement de l’éducation sexuelle intégrée dans les écoles ougandaises fait l’objet de restrictions. Pour y remédier, RHU a mobilisé des organisations de la société civile afin d’élaborer des documents de prise de position soulignant l’importance de l’éducation sexuelle. RHU a aidé le ministère de l’Éducation et des Sports à élaborer un cadre national d’éducation à la sexualité, en fournissant des idées et des commentaires sur ses versions préliminaires. En 2018, le ministère a approuvé le cadre de travail pour guider l’élaboration de cursus, de manuels et de programmes scolaires d’éducation sexuelle appropriés à l’âge dans un milieu éducatif formel.

Indonesian Planned Parenthood Association (IPPA)

En collaboration avec la Coalition des femmes indonésiennes, l’IPPA a organisé d’importantes campagnes médiatiques de sensibilisation du public aux droits des filles à la santé, à l’éducation et à des chances économiques, ainsi qu’aux effets nocifs du mariage des enfants. L’IPPA a plaidé auprès du ministère de l’Autonomisation des femmes et de la protection de l’enfant en faveur de l’élaboration d’une stratégie sur l’abolition du mariage des enfants. En 2018, la Cour constitutionnelle a prononcé illégal l’âge minimum requis pour que des femmes puissent se marier, qu’elle a par la suite fait passer de 16 ans à 19 ans.

Family Planning Organization of the Philippines (FPOP)

Dans la ville d’Iloilo, FPPOP a plaidé pour que la législation locale sanctionne la discrimination fondée sur l’orientation sexuelle et l’identité de genre en vue de renforcer la protection des droits humains. FPPOP a organisé des marches en vue de sensibiliser le public sur le sujet et a co-rédigé une loi locale qui criminalise les actes de discrimination fondée sur le sexe, l’identité de genre, l’orientation sexuelle, l’appartenance ou la croyance religieuse, l’origine ethnique ou la nationalité. En 2018, la loi a été adoptée par le maire à l’appui de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour tous.

163 changements de politique et/ou législatifs en faveur ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs

142 changements dans 57 pays*

17 changements régionaux

Région Hémisphère Occidentale de l’IPPF

En prévision de la réunion annuelle de 2018 de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, des représentants d’associations membres et du Bureau Régional de l’Hémisphère Occidentale ont assisté à la consultation de la société civile pour l’Amérique latine et les Caraïbes, où des représentants ministériels et des organisations de la société civile ont discuté des priorités pour la région. Des représentants de l’IPPF ont participé à la rédaction des recommandations de la Déclaration de la société civile sur la santé et l’éducation. Afin de réaliser et de défendre l’égalité des genres dans la région, la Déclaration a appelé les gouvernements à accorder une priorité à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, y compris à des services adaptés aux jeunes, à des méthodes de contraception modernes et à l’avortement légal, sécurisé et gratuit.

4 changements mondiaux

IPPF (monde)

La Commission du développement social des Nations Unies est responsable du développement durable et de la réduction de la pauvreté à partir d’une perspective de développement social. En 2018, la Commission a pour la première fois reconnu l’impact négatif des inégalités entre les genres sur la pauvreté. L’IPPF a plaidé auprès des États membres des Nations Unies pour faire valoir l’importance de l’égalité entre les genres et de l’autonomisation des femmes pour éliminer la pauvreté, et a également donné des conseils ainsi qu’un appui technique sur la formulation à utiliser dans la résolution finale. Ceux-ci ont porté notamment sur un paragraphe qui prône la couverture santé universelle, y compris la santé sexuelle et reproductive, et qui souligne la féminisation de la pauvreté et la nécessité de prendre des mesures concrètes pour s’attaquer aux inégalités existantes dans l’accès aux services et aux ressources.

CHANGEMENTS POLITIQUES ET LÉGISLATIFS, PAR THÈME, 2018

38	Éducation et services destinés aux jeunes		20	Promotion de l’égalité entre les sexes		19	Budget consacré à la SSR, contraception incluse		19	Accès à un avortement sans risque et légal		19	Empêcher la violence sexuelle et la violence basée sur le genre		17	Accès à des services SSR	
12	Promotion de la diversité sexuelle et du genre		6	Accès à la contraception		6	Soutien aux personnes vivant avec le VIH		3	Promotion des droits sexuels et reproductifs		2	Priorité donnée à la SSR dans des situations de crise		2	Fin du mariage précoce	

* Les pays en surbrillance indiquent ceux où l’IPPF a contribué à au moins une victoire de plaidoyer en 2018.